

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union-Discipline-Travail

Commission nationale ivoirienne pour l'UNESCO

207e

**SESSION DU CONSEIL EXÉCUTIF
DE L'UNESCO**

DÉCLARATION

DE MADAME LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE,
REPRÉSENTANTE OFFICIELLE DE LA CÔTE
D'IVOIRE,

DATE : 14 octobre 2019

**Madame la Présidente de la Conférence
Générale ;**

**Monsieur le Président du Conseil
Exécutif ;**

Madame la Directrice Générale ;

**Chers Collègues membres du Conseil
Exécutif,**

La présente session du Conseil Exécutif est la dernière du mandat qu'il vous a plu de confier à mon pays en 2015.

C'est donc ici l'occasion pour moi, de vous adresser à chacune et à chacun, l'expression de la gratitude de la Côte d'Ivoire, et de témoigner de façon particulière sa reconnaissance au Groupe Afrique qui a porté sa candidature, ainsi qu'à l'ensemble des membres du Bureau du Conseil Exécutif et à Madame la Directrice Générale de l'UNESCO.

Mesdames et Messieurs,

Grâce à vous, la Côte d'Ivoire se félicite d'avoir modestement contribué au cours de ces quatre (4) dernières années, dans un contexte mondial marqué par l'incertitude et l'anxiété, à l'avancement de notre cause commune : la Paix !

Au titre des résultats acquis et des perspectives envisagées, mon pays apprécie positivement la politique de transformation stratégique et les progrès de mise en œuvre des programmes de l'organisation.

Il soutient particulièrement le point 207EX/7 de l'ordre du jour, relatif à l'initiative de la Directrice Générale, d'organiser un processus en vue de l'adoption d'une recommandation sur une science ouverte en 2021.

Celle-ci permettra en effet de démocratiser la science et de faciliter son accès aux pays sous-développés.

Au titre du 40 C/5, la Côte d'Ivoire, soutient l'hypothèse la plus haute du budget proposé pour la période 2020-2021 par la Directrice Générale, comme indiqué au point 17, avec un montant de 534,6 millions de dollars.

Ce montant permettra à l'UNESCO de remplir correctement sa mission.

En août dernier, le Bénin a hébergé la célébration des 25 ans des projets de « La route de l'Esclave ».

Ces projets ainsi que l'Histoire Générale de l'Afrique sont très importants pour une connaissance des jeunes africains de leur Histoire. L'UNESCO devrait pouvoir les soutenir au titre de la Priorité Afrique.

Mesdames et Messieurs,

La Côte d'Ivoire réitère ses remerciements à l'Organisation pour son assistance lors de l'inventaire de notre patrimoine immatériel, tout comme elle vous sait gré d'avoir pris en sa faveur, d'importantes décisions, particulièrement lors de la 202^{ème} session du Conseil Exécutif.

Il s'agit notamment de la reconduction du « Programme global d'appui spécial post-conflit » dont elle bénéficiait et de l'appui à sa politique de « Promotion de l'alphabétisation dans le cadre du programme de développement durable 2030 ».

À cet égard, l'initiative de vulgarisation de l'alphabétisation par le numérique en cours dans mon pays, donne par avance la preuve de l'adhésion de la Côte d'Ivoire au point 207 EX/6.1 inscrit à l'ordre du jour.

Mon pays vous exprime également sa reconnaissance, pour avoir accepté d'héberger sur son sol, l'organisation de la Réunion régionale des points focaux de la Convention du Patrimoine mondial ainsi que celle de la 6^{ème} Assemblée Générale du Réseau Africain du Programme MAB, dont la Côte d'Ivoire assume depuis le 04 octobre courant, la présidence pour la période 2019-2021.

Mesdames et Messieurs,

Tous ces honneurs faits à la Côte d'Ivoire, resteront gravés dans son Histoire et alimenteront à jamais sa mémoire.

Ils traceront surtout, soyez-en assurés, de nouveaux et profonds sillons dans le champ de sa coopération tant avec l'UNESCO qu'avec chacun des pays ici présents.

Mesdames et Messieurs,

Au moment où la communauté internationale s'interroge sur sa survie de la terre, il s'impose à nous, comme une urgence, d'accorder une attention particulière à la question des fleuves, des rivières et des mers d'Afrique.

C'est pourquoi, au nom de la Côte d'Ivoire, il me plaît ici, de lancer devant vous, dépositaires de la conscience mondiale, un appel à l'UNESCO, aux fins de concevoir et d'inscrire au chapitre de ses priorités, la mise en œuvre d'un « **Programme Spécial d'Urgence de Préservation des fleuves, des rivières et des mers d'Afrique** ».

Mesdames et Messieurs,

En juin dernier à Genève, le Conseil des Droits de l'Homme des Nations-Unies adoptait par consensus, à l'initiative de Sa Rapporteuse Spéciale sur le Droit à l'Éducation et des principales ONG mondiales de défense des droits humains, une résolution donnant une reconnaissance historique aux « **Principes d'Abidjan sur le droit à l'éducation** ».

À la suite de cette résolution, je voudrais inviter le Conseil Exécutif à inscrire à l'ordre du jour de ses prochaines sessions, l'examen de ce nouvel instrument en vue d'une décision pour son adoption par l'UNESCO.

Je vous remercie de votre aimable attention.

**Paris, 207^e session de l'UNESCO,
Le 14 octobre 2019.**

Kandia CAMARA

**Ministre de l'Éducation Nationale,
de l'Enseignement Technique
et de la Formation Professionnelle de
Côte d'Ivoire**